

France/Législatives

# Ecrasante majorité en vue pour Macron

AFP  
Paris/France

Selon les projections, la République En Marche et ses alliés obtiendraient dimanche prochain entre 390 et 445 députés.

LE parti centriste d'Emmanuel Macron arrivait largement en tête hier au premier tour des législatives françaises marquées par une abstention très forte mais permettant au nouveau président d'espérer une écrasante majorité à l'Assemblée pour soutenir ses réformes.

Le mouvement présidentiel, La République En Marche (LREM) et ses alliés centristes raviraient dimanche prochain entre 390 et 445 des 577 sièges de l'Assemblée nationale, très nettement au-dessus de la majorité absolue (289 élus), selon les premières estimations par sièges des instituts de sondage à 18H00 GMT (19H00 au Gabon)

Un score retentissant pour ce mouvement qui n'existait pas il y a encore un an, et qui s'accompagne d'un



Photo : AFP

C'est une déferlante qui s'annonce en faveur du président Emmanuel Macron qui, en compagnie de son épouse Brigitte, a voté hier au Touquet.

net recul des partis traditionnels de gauche et de droite se partageant le pouvoir en France depuis 60 ans.

La droite, qui espérait en début de campagne priver le président Macron de majorité, terminerait avec 80 à 132 élus. A gauche, le Parti socialiste du président sortant François Hollande, qui contrôlait la moitié de l'Assemblée sor-

tante, s'effondrerait autour de 15 à 40 sièges, enregistrant une débâcle historique.

Camouflet également pour le parti d'extrême droite Front national, dont la patronne Marine Le Pen s'était hissée il y a un mois au second tour de la présidentielle contre Emmanuel Macron : il obtiendrait seulement 1 à 10 sièges. Ce chiffre n'est pas suffisant

pour constituer un groupe parlementaire comme en 2012, quand le FN avait obtenu 2 sièges avec un score de 13 à 14%.

La gauche radicale de Jean-Luc Mélenchon (France Insoumise), obtiendrait, elle, 10 à 23 fauteuils, communistes inclus.

Ces élections n'ont en revanche pas réussi à mobiliser les Français. Pour la première fois depuis près

de 60 ans, l'abstention dépasserait la barre des 50% au premier tour des législatives.

« Les électeurs ont le sentiment que les jeux sont faits après la présidentielle, et se disent "à quoi bon aller voter" », selon Frédéric Dabi, directeur adjoint de l'institut de sondage Ifop.

Un désintérêt qui a pu être amplifié cette année par le triomphe d'Emmanuel Macron, élu le 7 mai avec 66,1% des voix face à Marine Le Pen.

Si Emmanuel Macron obtenait, conformément aux projections, la majorité absolue malgré des candidats souvent sans notoriété ni expérience politique, "ce serait un exploit politique total. Cela signifierait, en tout cas pour quelque temps, la destruction des partis traditionnels", analysait Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel.

Quelque 7 877 candidats, dont un peu plus de 42% sont des femmes, se disputent 577 sièges. Le renouvellement est assuré avec près de 40% des députés sortants qui ne se représentent pas, après l'entrée en vigueur de la loi sur le non-cumul des mandats.

## Libye/Conflit

# Un groupe armé dit avoir libéré le fils de Kadhafi Seif al-Islam

AFP  
Tripoli/Libye

UN groupe armé libyen a affirmé samedi sur sa page Facebook avoir libéré le fils cadet du dictateur libyen déchu Mouammar Kadhafi, Seif al-Islam, condamné à mort en Libye et qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI).

La "Brigade Abou Bakr al-Sadiq", l'un des groupes armés contrôlant la ville de Zenten (170 kilomètres au sud-ouest de Tripoli), a affirmé que Seif al-Islam a

été libéré vendredi soir, "correspondant au 14 du mois de ramadan", en application d'une loi d'amnistie promulguée par le Parlement établi dans l'est du pays.

"Nous avons décidé de libérer M. Seif al-Islam Mouammar Kadhafi. Il est désormais libre et a quitté la ville de Zenten", a indiqué la brigade dans son communiqué.

Le fils de l'ex-dictateur libyen fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI qui le recherche pour des accusations de crimes contre l'humanité commis pendant les huit mois de révolte ayant conduit à la



Photo : AFP

Seif al-Islam, le fils du Guide libyen déchu, que la "Brigade Abou Bakr al-Sadiq" affirme avoir libéré.

chute et la mort de son père Mouammar Kadhafi en 2011.

Les autorités libyennes et la CPI, basée à La Haye, se

disputent le droit de le juger.

Il avait été condamné à mort en juillet 2015 par un tribunal de Tripoli pour

son rôle dans la répression meurtrière de la révolte de 2011.

La même brigade de la ville de Zenten avait fait une annonce de libération similaire en juillet 2016, mais celle-ci avait été ensuite démentie par les autorités de la ville.

La Libye est en proie au chaos depuis la chute de Kadhafi et deux autorités rivales se disputent le pouvoir, soutenu par des alliances de diverses milices dont les loyautés peuvent fluctuer: le gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli et une autorité basée dans l'est du pays.

## Venezuela/Crise

# Le président péruvien propose un arbitrage international

AFP  
Madrid/Espagne

LE président péruvien propose la création d'une commission internationale d'arbitrage pour régler la crise au Venezuela une fois que "tous les prisonniers politiques" y auront été libérés, dans un entretien publié hier par El País

"La question fondamentale est que soient libérés tous

les prisonniers politiques", au nombre de 186 selon l'ONG vénézuélienne Foro Penal, déclare le président Pedro Pablo Kuczynski dans un entretien accordé au journal deux semaines auparavant, pour préparer la visite qu'il entame ce lundi en Espagne.

"Sans cela, il n'y a aucun dialogue possible", dit M. Kuczynski, grand détracteur du régime socialiste de Nicolas Maduro.

Si cette condition était remplie, le président péru-

vien propose de régler la crise politique au Venezuela par "une sorte d'arbitrage".

"On peut faire que trois pays amis de la démocratie nomment des représentants et trois pays de l'autre côté nomment aussi des gens. Cuba, le Nicaragua, la Bolivie et le Pérou, le Chili, la Colombie ou le Brésil. Et que l'on fasse une sorte d'arbitrage".

"Ce devrait être des personnalités d'un très grand prestige, disposées à s'as-

seoir pendant des semaines ou des mois et trouver un terrain d'entente et une transition. Évidemment ils ne le feraient pas au Venezuela", dit-il, proposant l'île néerlandaise de Curaçao au large des côtes vénézuéliennes.

Le Venezuela, plongé depuis plusieurs mois dans une grave crise politique, est secoué par des manifestations d'opposants réclamant des élections anticipées qui ont fait 66 morts depuis début avril.

Nicolas Maduro a proposé un projet de réforme constitutionnelle que l'opposition rejette, estimant qu'il s'agit d'une manœuvre de l'impopulaire président pour se maintenir au pouvoir.

Les dernières discussions entre gouvernement et opposition, promues par l'Union des nations sud-américaines (Unasur) et sous l'égide du Vatican, ont échoué fin 2016.

## L'Afrique en bref

### • Cameroun/Attentat. Un militaire tué dans l'extrême-nord

Un militaire camerounais a été tué et un autre blessé dans la nuit de vendredi à samedi par un attentat-suicide à Kolofata, dans l'extrême-nord du Cameroun, régulièrement visé par des attaques du groupe jihadiste nigérian Boko Haram, a appris l'AFP de sources concordantes.

### • Mali/Attaque. Un 4e Casque bleu retrouvé mort

Un quatrième Casque bleu a été retrouvé mort après l'attaque contre une position onusienne à Kidal, dans le nord du Mali, revendiquée vendredi par la principale alliance jihadiste de la région, liée à Al-Qaïda, selon un nouveau bilan diffusé samedi.

### • Somalie/Islamistes. Frappe américaine contre les shebab

Les Etats-Unis ont mené hier une frappe contre les islamistes somaliens shebab à environ 300 kilomètres au sud-ouest de la capitale somalienne Mogadiscio, selon le Pentagone. Les militaires américains ne donnent aucun détail sur ce raid – mené à 06H00 GMT (07H00 au Gabon) – ni les forces qui ont été impliquées.

## A travers le monde

### • Birmanie/Accident. Crash d'avion : la moitié des corps retrouvés

Près de la moitié des corps des victimes du crash de l'avion militaire birman qui s'est abîmé la semaine dernière dans la mer d'Andaman avec 122 personnes à bord ont été retrouvés, a annoncé hier l'armée birmane.

### • Espagne/Politique. Grand rassemblement séparatiste pour un référendum



Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées hier à Barcelone pour défendre un référendum sur l'indépendance de la Catalogne que le gouvernement régional séparatiste prétend organiser début octobre malgré son interdiction, a constaté un journaliste de l'AFP.

### • Etats-Unis/Politique. Trump accuse l'ex-chef du FBI de "lâcheté"

Donald Trump a accusé hier l'ex-chef du FBI James Comey de lâcheté pour avoir fait fuiter à la presse des notes compromettantes sur leurs rencontres privées, révélant que le président américain lui aurait demandé d'abandonner un pan de l'enquête sur l'affaire russe.